

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France: Pour la vente au n.º: *Librairie du Travail* 17, rue de Sambre et Meuse, Paris X^e; ou: *Librairie Espagnole* 12, rue Gay Lussac, Paris V^e.
Pour les abonnements: Colette Audry 7 square de Port Royal, Paris XIII^e.
Chèque Postal n.º 1360-10.

Edition française bi-mensuelle
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne
P. O. U. M.

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16, Barcelone, Espagne
Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Résolutions politiques du Plénum du P. O. U. M. — Les femmes dans la Révolution. — Municipalisation des immeubles de la ville de Badalona. — Unité Proletarienne... pour le triomphe de la Revolution! — Madrid

Résolutions politiques du Plénum du P. O. U. M.

Le Comité Central Amplifié du P.O.U.M. réuni à Barcelone les 17-18-19 et 20 Décembre a revêtu une importance capitale par la place que le P.O.U.M. occupe dans la Révolution espagnole et du fait qu'il se trouve être actuellement le seul parti marxiste-révolutionnaire dans la péninsule, étant par cela même sur le plan international le point de convergence de tous les partis socialistes et communistes indépendants.

Le Plénum du P.O.U.M. avait pour but de prépa-

rer le Congrès du Parti qui doit se tenir à Barcelone le 15 Février et au cours duquel seront élaborés les conclusions que le P.O.U.M. exposera lors de la Conférence Internationale qui se réunira le II Avril à Barcelone. Conclusions qui sont appelées à prendre une importance exceptionnelle à cause du développement historique de la Révolution espagnole dans le mouvement révolutionnaire international.

Nous donnons ci-dessous l'essentiel des principales résolutions adoptées par le Plénum.

Résolution sur la politique intérieure

La révolution commencée le 19 Juillet comme conséquence immédiate du soulèvement militaro-fasciste, traverse aujourd'hui une période critique. La bourgeoisie terrorisée pendant la première phase du mouvement, tente de reveler la tête, s'infiltrant dans les institutions créées par la révolution et réoccupant les positions stratégiques perdues. Pour y parvenir ils ne présentent pas leur intentions d'une manière claire mais au contraire, comme de coutume dans toutes les révolutions populaires, ils se servent de partis et groupes petit-bourgeois et même ouvriers, afin de réaliser leur oeuvre de sabotage avec les plus grandes garanties d'efficacité et d'impunité.

Ce travail trouve une ambiance particulièrement favorable dans la situation exceptionnelle créée par la guerre. La nécessité impérieuse de la gagner, les problèmes compliqués qu'elle pose ainsi que ses exigences, constitue un facteur, qui habilement dosé, exerce une suggestion extraordinaire sur les masses et favorise les plans de ceux qui prétendent étrangler la révolution en la canalisant dans l'étroite voie de la République démocratique. La classe ouvrière doit se rendre compte que ce qui est en jeu, est tout son avenir, que la guerre et la révolution sont inséparables, que c'est seulement lorsque seront détruit jusque dans leurs racines les bases du régime capitaliste que sera détruit toute possibilité de victoire pour le fascisme.

Si le fascisme n'a pas triomphé d'une manière fulgurante le 19 Juillet, on le doit, uniquement et exclusivement à l'héroïque effort de la classe ouvrière, qui abandonnée sans armes, sut opposer une digue à l'avance du fascisme et s'appropriant les armes de l'ennemi, détruire tous les ressorts du pouvoir de l'ancien régime et renverser le droit de propriété privée initiant ainsi une profonde révolution.

Grâce à ces circonstances d'une grande portée historique, le prolétariat a exercé le pouvoir absolu dans le mouvement révolutionnaire et les partis petit-bourgeois derrière qui pendant des années s'était trouvée la classe ouvrière, disparaissaient presque totalement de la scène politique.

Le Gouvernement de Catalogne malgré qu'il soit de composition analogue, a été infiniment plus progressif que le Gouvernement central. Cela s'explique par le fait qu'il se trouvait dans une ambiance politique différente due à l'existence de deux organisations; la C. N. T. et le P. O. U. M., qui maintiennent leurs positions révolutionnaires et qui ont empêché que l'idéologie petite bourgeoise du «Frente Popular» empoisonne le mouvement ouvrier et le mette au service de la bourgeoisie démocratique.

Le Comité Central Amplifié du P. O. U. M. estime qu'un des moyens les plus efficaces pour consolider les conquêtes de la classe ouvrière et pour donner une impulsion plus grande au développement révolutionnaire, consiste à utiliser les organes qui sont l'expression des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, organes qui groupent les masses et peuvent constituer les bases du régime future.

Maintenir le Parlement bourgeois en ce moment est un anachronisme qui pourrait être funeste. Le Parlement démocratique est une institution qui correspond à l'étape antérieure au 19 Juillet. Ni par sa composition, ni par son esprit, il ne peut correspondre aux nécessités révolutionnaires du moment présent. Ce n'est pas le Parlement qui peut forger la nouvelle société mais une Assemblée Constituante qui jette les bases de l'Espagne de l'Union des Républiques Socialistes, libre de l'oppression des gros propriétaires terriens et des capitalistes.

Les représentants de cette nouvelle assemblée ne peuvent être élus par le système du suffrage universel, survivance du régime démocratique bourgeois, mais par les ouvriers, les paysans, les combattants, représentés par les comités de fabriques et d'ateliers, les assemblées paysannes, et les délégués du front. C'est de cette assemblée que doit surgir la nouvelle structure socialiste du pays et le Gouvernement Ouvrier et Paysan, qui représentera la volonté surgie des masses qui luttent contre le fascisme, versant leur sang non pas pour la République démocratique, mais pour une société libre de l'exploitation capitaliste.

Le Comité Central Amplifié du P. O. U. M. estime finalement comme condition indispensable pour la victoire du prolétariat et la garantie de la révolution, une vaste et profonde démocratie ouvrière qui garantisse la révolution contre toute tentative d'hégémonie dictatoriale de la part d'un parti où

Résolution Internationale

1) Dans une période de crise mondiale du capitalisme—crise chronique et définitive de tout le système—et de maturité des conditions objectives de la révolution, ce qui a triomphé dans les différents pays, sauf en Russie, est la contre-révolution. Dans une situation où l'unique sortie progressive est le socialisme, le fascisme s'est imposé partout. La cause immédiate de cette-révolution il faut la chercher, non seulement dans l'échec complet de la démocratie bourgeoise qui a été dépassée par les nécessités sociales et la volonté d'émancipation des grandes masses populaires, échec, qui a abouti à une régression sociale, mais aussi dans l'échec non moins retentissant du socialisme réformiste et dans l'impuissance du communisme officiel, dégénéré et bureaucratique, pour conduire le prolétariat à la révolution. Par conséquent, les démocraties bourgeoises ont échouées comme régime social, et les II° et III° internationales comme instrument pour l'émancipation révolutionnaire des masses ouvrières.

2) Tout nous permet d'espérer que la révolution espagnole, commencée en décembre 1920 et avril 1931, et qui, comme conséquence de la contre-révolution fasciste, a pris tout son développement, est venue clore la période des grandes déroutées du prolétariat international et de victoires du fascisme. Notre révolution est éminemment prolétarienne et socialiste et comme telle internationaliste. Elle constitue en même temps un nouveau maillon de la chaîne révolutionnaire. Elle commence une nouvelle étape de la révolution prolétarienne mondiale.

3) La guerre civile déchaînée en Espagne entre le socialisme et le fascisme, dépasse le cadre national. L'Espagne s'est convertie en un centre international de la lutte de classe, du combat à mort qui se livre entre la bourgeoisie et le prolétariat. Au côté de la bourgeoisie espagnole se trouve la bourgeoisie de tous les pays; au côté du prolétariat espagnol se trouve le prolétariat du monde entier. Nous saluons avec émotion la présence dans nos rangs des combattants révolutionnaires des autres pays et la solidarité du prolétariat international qui nous aide à remporter la victoire en Espagne, travaillant ainsi pour la révolution mondiale. C'est dans ce sens que nous nous levons énergiquement contre tous ceux qui au dedans et au dehors de l'Espagne proclament que notre lutte a pour but la défense de la République démocratique et par cela contribuent à désarmer politiquement et idéologiquement la classe ouvrière.

d'une organisation déterminée. A cette fin il croit absolument indispensable que les comités de fabriques et d'ateliers soient élus directement dans les assemblées générales des ouvriers de ces mêmes fabriques ou ateliers, que les syndicats se réunissent en assemblée commune et que dans une large discussion toute la classe ouvrière participe activement et directement dans la discussion et la résolution de tous les graves problèmes que la guerre et la révolution posent devant le pays.

Les consignes fondamentales du moment sont donc:

«DISSOLUTION DU PARLEMENT BOURGEOIS.»

«ASSEMBLEE CONSTITUANTE, DE DELEGUES DES COMITES DE FABRIQUES ET D'ATELIERS, REPRESENTANTS DES PAYSANS ET DELEGUES DU FRONT.»

«P. O. U. M.»

«GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN. DEMOCRATIE OUVRIERE.»

4) Tandis qu'Hitler et Mussolini ainsi que le capitalisme mondial appuyaient activement dès les premiers moments le fascisme espagnol soulevé en arme, l'Internationale Ouvrière Socialiste et la Fédération Syndicale Internationale ainsi que les gouvernements ayant des participations socialistes se proclamaient neutres. Dans de telles circonstances cette neutralité est une véritable trahison des intérêts du prolétariat et du socialisme. Cette attitude démontre une fois de plus l'échec du socialisme réformiste et que sa politique favorise uniquement la réaction fasciste. Nous invitons le prolétariat international à lutter activement contre la politique de neutralité et à nous apporter, par dessus la tête des chefs félons, un appui chaque jour plus efficace et révolutionnaire.

5) Le Gouvernement soviétique s'est associé durant les deux premiers mois de la lutte, à la politique de neutralité, permettant ainsi la résistance et les avances du fascisme espagnol. La pression des masses ouvrières et le danger de voir se renforcer les positions du fascisme dans toute l'Europe et particulièrement en Allemagne, conséquence d'une victoire possible du fascisme espagnol, ont provoqué un changement dans l'attitude du Gouvernement soviétique.

Nous saluons avec joie l'appui du peuple russe et nous lui disons que fidèle à notre attitude traditionnelle, nous restons en permanence l'arme au bras, prêts à courir à son aide à tout moment contre les attaques éventuelles de la bourgeoisie mondiale. Mais nous devons proclamer ici même que nous sommes disposés à empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, qu'en échange d'un appui matériel l'on prétende contrôler ou monopoliser la direction du prolétariat espagnol pour d'autres fins qui ne soient pas les siennes propres: celles de son émancipation révolutionnaire. Nous réaffirmons que le meilleur moyen d'aider et de défendre le prolétariat soviétique consiste à faire triompher la révolution espagnole et impulser la révolution internationale.

6) Une opinion très répandue en Espagne et à l'étranger prétend démontrer que la guerre civile espagnole peut déterminer le déchainement d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Nous nous dressons contre cette imposture. La guerre impérialiste, si elle se produit, sera la conséquence des contradictions du régime capitaliste et des rivalités entre états et groupes d'états impérialistes. L'unique manière d'en finir avec la guerre consiste à en finir avec le régime qui l'engendre: avec le régime capitaliste. Luttant pour le triomphe de la révolution socialiste, le prolétariat espagnol lutte avec efficacité pour la paix. La cause de la paix s'identifie par conséquent avec la

cause de notre révolution qui poursuit la destruction du capitalisme et le triomphe du socialisme. Comme Lenine durant la guerre et après la révolution russe, nous proclamons devant le prolétariat mondial la nécessité de lutter révolutionnairement contre la guerre impérialiste et, si la guerre impérialiste éclate, de la transformer en guerre civile, en insurrection armée.

Les gouvernements de France et d'Angleterre, apeurés devant le rayonnement international de la révolution espagnole prétendent l'étrangler au moyen d'un armistice ou pacte avec les fascistes. La Société des Nations qui s'est montré incapable, dès sa fondation, de faire respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui n'est rien de plus qu'une organisation de sauvegarde des intérêts capitalistes, fait sienne la proposition des gouvernements franco-britannique. Nous nous dressons énergiquement contre cette tentative d'étranglement de la marche de la révolution en Espagne.

8) Le prolétariat, pour vaincre, a besoin de partis révolutionnaires, soumis à une discipline internationale. Ceci pose le

Résolution Municipale

Avec la Révolution l'heure est venue où la Commune (Municipio) ibérique doit prendre le caractère d'organisme représentatif des intérêts de la collectivité.

Elle avait perdu ce caractère au temps de la monarchie, des prêtres et des grands propriétaires terriens, — surtout depuis la constitution de Cadix (1812) — et sous la République bourgeoise.

La force créatrice du prolétariat a détruit la Commune livrée au Cacique et au percepteur pour inaugurer la nouvelle Commune cellule de la nouvelle société socialiste.

La fonction de la Commune, dans le processus de collectivisation, est surtout de mettre en lumière le caractère du travail que les syndicats ont à réaliser dans notre Révolution.

Le Comité Central décide que le Comité Exécutif du P. O. U. M. convoquera en conférence les conseillers municipaux du Parti, pour rédiger des conclusions provisoires concernant leur action, conclusions qui vaudront jusqu'au prochain Congrès du Parti, et seront discutées sur les bases suivantes:

1. La Commune doit représenter l'aspect caractéristique de la démocratie ouvrière.

2. La Commune doit être l'organisme économique de la communauté.

3. L'intervention de la Commune dans le processus de socialisation doit se caractériser par la municipalisation de tous les services publics et des activités industrielles qui ne sont pas susceptibles d'être organisées sur un plan plus large.

4. Favoriser dans la mesure où elles ne répondent pas aux nécessités de l'économie socialiste, la disparation des petites communes, en constituant des associations de production.

Résolution Syndicale

Après un examen approfondi de la politique syndicale à suivre par le Parti dans les nouvelles conditions créées par la Révolution, le Comité Central constate:

a) Que les syndicats ont perdu leur caractère d'instrument de lutte sur le terrain économique contre le capitalisme.

b) Qu'ils se sont transformés en organismes à travers lesquels se forme en réalité, la nouvelle structure économique.

problème de l'Internationale révolutionnaire. Cette Internationale n'existe pas. La II° et la III° Internationales ne sont et ne peuvent être l'instrument de la Révolution mondiale. La IV° internationale fondée par Trotski ne peut pas l'être non plus à cause de son caractère sectaire. Les circonstances historiques ont converti notre pays en centre actuel de la lutte révolutionnaire mondiale, et notre parti en avant-garde de cette lutte et en point de convergence des partis et groupes marxistes indépendants de différents pays. La conférence internationale tenue en octobre dernier à Bruxelles a confié à notre Parti, d'accord avec le Bureau d'Unité Socialiste Révolutionnaire, la charge de convoquer à Barcelone une conférence internationale des partis socialistes et communistes indépendants, afin d'analyser les événements et d'impulser les forces pour la future organisation d'une internationale réellement révolutionnaire. Notre parti se dispose à remplir dignement cette mission, d'accord avec le Bureau de Londres, conscient que la révolution espagnole a pour mission d'impulser la Révolution internationale au moyen de la destruction du capitalisme et la réalisation du socialisme.

c) Qu'ils n'ont pas perdu encore le caractère d'instrument au service de la lutte de classe.

Sur les bases de ces caractéristiques fondamentales le Comité Central décide:

1. Nommer un secrétariat syndical.

2. Organiser localement et par industrie les fractions syndicales.

3. Se maintenir dans l'U. G. T. et y accélérer l'entrée des anciens syndiqués de la F. O. U. S.

4. Rendre le plus démocratique possible le régime de l'U. G. T., organiser toutes les assemblées possibles et dans le cas contraire les exiger.

5. Accélérer le processus de collectivisation en fédérant dans chaque localité les entreprises collectivisées d'une même industrie, afin de centraliser la production et la vente comme étape transitoire vers la socialisation.

6. Nommer un Comité d'Etude Economique ayant pour but d'orienter les tâches à réaliser dans la nouvelle phase économique.

7. Rendre publique la politique économique réformiste des actuels dirigeants de l'U. G. T., et lutter pour l'indépendance de l'organisation syndicale.

8. Utiliser les conditions actuelles favorables à l'unité syndicale pour accélérer la fusion en une seule centrale syndicale, dans ce but entreprendre une campagne d'agitation et de propagande, proposant comme phase transitoire la création de liaison entre les fédérations locales de l'U.G.T. et de la C.N.T., ainsi que la tenue d'assemblées communes, afin de préparer les conditions favorables à un Congrès de fusion.

9. Accélérer le rythme de la production dans toutes les industries qui travaillent pour la guerre.

Résolution Agricole

Les représentants délégués au Comité Central, après une discussion générale, tenant compte de la situation actuelle du prolétariat et particulièrement des difficultés que rencontre la masse paysanne dans sa recherche d'une formule qui lui permette de sortir de sa situation actuelle, — faute d'éléments qui puissent la guider dans ces moments difficiles et par suite de la politique réformiste et contre révolutionnaire de certains éléments du P. S. U. C. et de l'U. G. T., ainsi que des mesures prématurées de collectivisation imposées par quelques syndicats de la C. N. T. — prennent les résolutions suivantes, afin d'en terminer le plus rapidement possible avec un état de choses

LES FEMMES DANS LA REVOLUTION

Jusqu'à ce jour, les organisations politiques en Espagne n'avaient pas accordé une place importante aux femmes dans la vie publique. La République de 1931 avait bien reconnu aux femmes les droits politiques, mais presque aucun effort n'avait été fait par les organisations révolutionnaires, pour leur émancipation et leur instruction politique.

Depuis le mouvement de Juillet le P. O. U. M. a décidé d'intensifier la propagande auprès de femmes et a, voici quelque temps, créé à Barcelone le Secrétariat Féminin du P. O. U. M. qui a joui d'un succès à la fois rapide et retentissant.

Dans un court espace de temps, plus de cinq cents membres ont été recrutés, et le nombre ne cesse d'augmenter de jour en jour. Nos camarades femmes ont l'ardent désir de collaborer à la création du socialisme, l'enthousiasme qu'elles ont montré en offrant leur aide pour toute sorte de travaux—infirmières dans les hôpitaux militaires de campagne et des villes, couture, garde et instruction des enfants réfugiés, sans compter celles qui au front combattent dans les rangs des milices le fusil à la main et dont beaucoup hélas sont tombées sous les balles fascistes—est vraiment admirable, en Espagne surtout où la femme presque jusqu'à ce jour était reléguée à l'arrière plan et n'avait presque pas de contact avec la vie réelle et les travaux intellectuels.

Entre toutes les réalisations du «Secrétariat Féminin» une des plus intéressantes est la formation du premier bataillon féminin.

Depuis le 19 juillet la femme espagnole, et surtout la catalane, s'est montrée prête à prendre sa place dans la guerre et la révolution. Dès les premiers moments de la lutte sanglante qui à présent sème la ruine et la mort à travers la péninsule,

quantité de femmes se sont enrôlées dans les milices antifascistes avec un merveilleux courage, et se sont mises au service de la Révolution pour le triomphe de la classe ouvrière. Elles ont compris qu'avec son triomphe viendrait leur complète libération et qu'elles sortiraient de l'ombre où les retenait jusqu'à ce jour la morale de l'église féodale et les moeurs ataviques, pour aller vers un monde nouveau où elles jouiraient des mêmes droits que l'homme.

Aussi depuis les jours des barricades et des combats de rue jusqu'à aujourd'hui, malgré la transformation de la guérilla en guerre moderne avec tout l'accroissement de danger et de fatigue qu'elle comporte, les femmes, ont fait plus pour la cause révolutionnaire qu'on n'aurait pu leur demander. Non seulement elles n'ont pas marchandé leur propre vie, mais chacune a donné sans se plaindre son frère, son fils, ou son mari à la guerre révolutionnaire.

La guerre a besoin d'infirmières, les combattants ont besoin d'habitants, il y a des enfants qui réclament les soins d'une mère. A l'arrière toutes les mains sont nécessaires pour intensifier la lutte contre le fascisme. Au premier mot d'appel des milliers et des milliers de femmes sont venues s'offrir pour accomplir toute la tâche nécessaire.

Dans ces jours de guerre civile moderne il ne suffit pas que quelques femmes courageuses s'en aillent en volontaires isolées ici et là parmi les hommes, il faut qu'elles sachent un minimum de théorie et un peu de pratique des armes à feu. Il leur faut un entraînement, il faut les grouper pour leur faire sentir leur propre force. C'est le P. O. U. M. qui le premier a songé à le faire. Notre secrétariat féminin a donc décidé qu'il fallait donner à nos adhérentes une formation propre au ser-

vice qu'elles désiraient rendre, de cette idée est sorti notre cours d'instruction militaire pour les femmes. Ce n'est pas que nous croyons, que la femme ait à participer, faute d'autres mains, à la défense de nos villes. Nous sommes certains qu'une éventualité semblable ne se produira jamais, mais nous devons quand même nous préparer puisque la préparation est aussi une arme.

Le premier bataillon organisé par le P. O. U. M. est composé de nos militantes et de sympathisantes non inscrites à notre parti, et est ouvert à toutes les femmes de la classe ouvrière.

Il groupait pour son premier cours plus d'une centaine d'assistantes et leur nombre depuis n'a cessé d'augmenter. L'entraînement militaire a lieu chaque dimanche matin de 8 h. à 14 h. la caserne du P. O. U. M. (caserne Lénine). Nos camarades femmes divisées en pelotons marchent en formation militaire, exécutent des manœuvres diverses et apprennent le maniement du fusil, du mousqueton, et de la mitrailleuse, elles ont appris à démonter et à remonter ces armes, et des spécialistes sont déjà capables de mettre en place des mitrailleuses dans une complète obscurité.

La bonne volonté de nos camarades, leur aptitude à apprendre est remarquable. Chacune d'elles comprend qu'elle accomplit son devoir révolutionnaire, en apprenant à remplacer l'homme qui un jour peut manquer à la défense de la Révolution. En même temps elles ont conscience de contribuer efficacement à la libération complète de la femme, attachée au triomphe de la Révolution et c'est pour cela qu'elles obéissent aux ordres des instructeurs militaires et qu'heure après heure elles marchent sous un soleil cuisant ou sous des rafales de vent sans jamais se plaindre, sans faire voir le moindre signe de fatigue. Ce travail leur semble aussi vital, aussi intéressant et nécessaire que toutes les autres tâches qu'elles accomplissent pour la Révolution.

L'ardeur qu'elles apportent à leur instruction militaire, est encore un triomphe de plus pour le P. O. U. M. qui par la formation de ce bataillon et la création du secrétariat féminin a su ouvrir à la femme révolutionnaire une porte d'entrée dans la lutte et la construction de la société socialiste.

Une fois de plus le P. O. U. M. a montré le chemin dans la voie de l'émancipation totale de la classe ouvrière.

«Municipalisation» des immeubles de la ville de Badalona

Dans une de ses dernières séances, le Conseil Municipal de la ville de Badalona, a décidé de «municipaliser» les immeubles qui se trouvent sur le territoire de la commune. Badalona est une ville de 100.000 habitants, située à quelques kilomètres de Barcelone. C'est un centre industriel très important.

Signalons que ces mesures de «municipalisation» de la propriété urbaine se généralisent dans toute la Catalogne. La ville de Girona vient d'édicter dernièrement des mesures semblables.

L'auteur du projet concernant la ville de Badalona est un de nos camarades, membre du P. O. U. M. Les camarades de la C. N. T. ont étroitement collaboré à l'élaboration de ce projet et l'ont défendu devant le Conseil Municipal jusqu'à son adoption du P. S. U. C.

Art. 1. — Tous les immeubles se trouvant sur le territoire de la ville deviennent propriété de la communauté, ainsi que les terrains.

Art. 2. — La ville cède aux propriétaires d'un seul immeuble dans cette ville, l'usufruit de la dite demeure qui, jusqu'à cette date, leur appartenait. Cet usufruit ne peut être l'objet d'aliénation ni d'obligation par contrat. En cas de décès, l'usufruit revient définitivement à la ville.

Art. 3. — Aux actuels propriétaires d'immeubles, qui n'ont pas d'autre moyen d'existence que celui que leur procure leurs immeubles, il sera concédé par la ville une rente équivalente au revenu des immeubles, rente qui ne devra pas excéder le salaire moyen d'un ouvrier. Si les propriétaires travaillent, où ont d'autres sources de revenus, ils auront seulement l'usufruit de la maison dans laquelle ils habitent, conformément

(suite page 8)



dont la solution, pour être retardée, ne serait rendue que plus difficile:

1. Sont approuvées en leur totalité les conclusions adoptées à la Conférence Agraire du Parti, le 15 novembre passé à Barcelone, conclusions publiées par nos organes de presse et imprimées et distribuées à tous les secteurs du Parti.

2. En accord avec la première des dites conclusions, concernant une campagne de propagande par tous les moyens dont nous disposons: presse, tribune, radio, etc., afin que, par la socialisation de la terre on mette fin aux abus découlant des réquisitions quotidiennes, qui créent un malaise dans les campagnes et transforment les paysans en ennemis de la Révolution.

3. Obtenir et s'il en est besoin exiger, que la distribution des terres se fasse par le canal des syndicats.

4. Assurer aux travailleurs des champs le produit intégral de leur travail.

5. Créer des coopératives à l'intérieur des syndicats, afin de supprimer les intermédiaires parasites qui exploitent le producteur et le consommateur.

6. Preter tout notre appui aux collectivisations en cours, étant actuellement démontré que le rendement des terres est meilleur ainsi que par l'exploitation individuelle.

7. Poursuivre la campagne commencée pour obtenir l'application intégrale du décret portant obligation de se syndiquer pour tous les travailleurs des champs, ainsi que pour la constitution de syndicats agricoles unique en chaque localité, qui en est la conséquence, n'y ayant d'ailleurs pas d'autre moyen d'en finir avec le désordre qui règne dans les campagnes en Catalogne et hors de Catalogne.

8. Etudier des mesures pour que les conclusions ci-dessus soient éventuellement modifiées afin de les adapter à une situation régionale particulière.

Résolution sur l'Organisation des «Jeunesses Communistes Ibériques»

Jusqu'à présent la Jeunesse Communiste Ibérique a agi avec une extraordinaire efficacité, mais on n'a pas suffisamment déterminé ses fonctions et ses tâches. Pour combler cette grave lacune le Comité Central du P. O. U. M. approuve les normes suivantes en attendant les décisions définitives du Congrès.

1. La J.C.I. est l'organisation des Jeunesses du P.O.U.M.

2. La J. C. I. est une organisation dont l'objet principal est de conquérir la jeunesse ouvrière et paysanne à la cause du communisme et de lui donner une éducation marxiste-léniniste.

3. La J. C. I. aura naturellement la même ligne politique marxiste-révolutionnaire que le parti, elle appliquera cette politique aux caractéristiques de la jeunesse ouvrière.

4. La J. C. I. dépend politiquement et organisationnellement du parti. Les comités du parti nommeront des délégués auprès des comités de la jeunesse afin d'orienter et de contrôler leur activité. De leur côté les comités de la jeunesse enverront des délégués à ceux du parti pour établir la liaison correspondante.

5. Au dessus de dix huit ans et après avoir passé un an à la J. C. I. les militants passeront dans le parti tout en ayant la faculté de continuer à militer jusqu'à 25 ans dans l'organisation de la jeunesse.

6. La J. C. I. sera dirigée selon les normes traditionnelles d'organisation dans le mouvement communiste, c'est-à-dire une centralisation démocratique et une organisation cellulaire.

7. Le Comité Central de la J. C. I. sera élu par le Congrès, sa Commission Exécutive par le Comité Central et ses comités régionaux et locaux par les assemblées de militants.

8. Entre le Parti et la Jeunesse il existe des relations constantes à travers les comités et les commissions de travail.

9. La J. C. I. organisera et aura sous son contrôle: les pionniers, les étudiants et les organisations sportives de la jeunesse.

Finalement le Comité Central Amplifié déclare qu'une des tâches principales du Parti consiste à prêter tout son appui à la J.C.I. de l'aider de toutes les manières, de façon qu'elle puisse devenir la plus forte organisation de Jeunesses avant-garde et guide des masses juvéniles de tout le pays.

Unité prolétarienne... pour le triomphe de la Révolution!

La dernière crise du gouvernement de la Généralité de Catalogne a fait couler tant d'encre à l'étranger qu'il est encore nécessaire, un mois après la solution temporaire qu'on lui a donnée, de remettre les choses au point. On sait qu'existant à l'état latent depuis la fin de Novembre, elle ne fut rendue publique que le 12 Décembre par la démission du premier conseiller, Terradellas, à la suite d'un incident qui n'eut que peu de rapports avec les divergences nées au sein du gouvernement.

L'explication politique de la crise s'est basée sur l'interprétation tendancieuse qu'en ont donnée les éléments communistes de Catalogne. La presse communiste du monde entier—presse aux ordres de l'Internationale Communiste—a prétendu que cette crise était imposée par l'épuration devenue nécessaire des rangs antifascistes, épuration qui devait aboutir à l'élimination du P. O. U. M. du Conseil de la Généralité. La presse communiste s'est efforcée de couvrir le P. O. U. M. du manteau de l'opprobre, l'accusant de sabotage, d'action contre révolutionnaire, de Trotskysme. Ce parti, par sa protestation contre l'ingérence des agents consulaires soviétiques dans la politique espagnole, se serait déclaré ennemi juré de la Russie Soviétique et se serait, par cet acte, dévoilé comme «agent secret» du fascisme espagnol, donc comme ami de l'Allemagne hitlérienne et par conséquent... comme agent de la Gestapo. C'est ainsi que renaquit en Espagne le complot trotskyste.

La presque totalité de la presse ouvrière, sans accepter dans son entier cette interprétation, n'a pas su s'en détacher. C'est qu'il est beaucoup plus facile de se laisser entraîner par le courant que d'essayer de le remonter. Les dirigeants socialistes connaissent bien les procédés de la bureaucratie aux ordres de Staline puisqu'ils ont perdu beaucoup de plumes à cause d'elle, mais ils se refusent à en dévoiler les secrets. Pour le faire, il faut se placer sur le terrain révolutionnaire.

Le premier acte de la crise fut la note du consul russe de Barcelone, publiée par la presse espagnole le 28 Novembre. Après avoir rappelé qu'une des manœuvres de la presse fasciste internationale était de prétendre que les représentants de la Russie dirigeaient, en fait, la politique intérieure et extérieure de la «République Espagnole», le consul, Antonov Ovseenko, dénonçait les menaces de division du front antifasciste. Citons la fin de ce maladroit document:

«Et voici que parmi les organes de la presse catalane, il s'est trouvée une feuille qui a entrepris la tâche d'appuyer cette campagne fasciste. Dans son numéro du 27 novembre, «La Batalla» tente de fournir une matière aux insinuations fascistes indiquées. Le Consulat Général de l'U. R. S. S. à Barcelone repousse avec mépris les lamentables inventions de cette feuille.»

Peu nous chaut que la presse fasciste tente d'utiliser—sans y comprendre goutte—les divergences qui existent au sein du front antifasciste espagnol. La politique révolutionnaire doit se poursuivre dans la clarté et les «vieux bolcheviks», comme le fut Antonov Ovseenko, ont fait l'expérience lors de la révolution russe, de la calomnie journalistique orchestrée par le capitalisme. Ils ont seulement oublié l'époque de la Russie révolutionnaire.

La crise de la Généralité de Catalogne n'en reste pas moins, comme elle fut appelée, la crise des «ingérences étrangères». Ce sont les actes politiques d'influence de l'ambassadeur de Madrid et du consul de Barcelone sur la politique intérieure de l'Espagne antifasciste, qui ont provoqué à juste raison la protestation du P. O. U. M., lequel, soit dit en passant, n'est pas un parti Trotskyste. Ce n'est pas seulement parce que ce Parti était rejeté des organismes gouvernementaux qu'il a protesté. Des textes qui nous sont parvenus de Moscou, il ressort nettement que le communisme en Espagne désire éliminer également les anarcho-sindicalistes et l'incident «Yagué» en est une preuve déplorable, car il prouve que la liberté de la presse ouvrière peut également ne pas s'exercer en période révolutionnaire.

Les fascistes espagnols, italiens ou allemands, bien dépour-

vus de malice, ont cru découvrir que la Russie voulait imposer l'instauration du communisme en Espagne. Ils ont redressé le spectre branlant du danger soviétique et l'ont fait admirer à leurs masses fanatisées. Pour eux, la Révolution serait imposée en Espagne par la Russie contre la volonté des masses récalcitrantes. Que ce nous soit une raison de plus de parler clairement.

Il existe au sein du mouvement antifasciste espagnol des divergences sérieuses. Il y a d'un côté des conservateurs, qui sont les nombreuses nuances républicaines, aux origines bourgeoises et petites bourgeoises, auxquelles se lient les socialistes et les communistes. Il y a de l'autre côté les révolutionnaires, qui sont les éléments les plus avancés et les plus conscients de la classe ouvrière, intégrés pour une grande part dans la C.N.T., pour une faible part dans l'U. G. T., en tant que centrales syndicales, et dans le P. O. U. M. en tant que parti politique. Les agents consulaires soviétiques, il n'est pas besoin de le dire, se rangent dans le camp des conservateurs. Pour ceux-ci l'heure de la Révolution n'a pas sonné; il est nécessaire de se battre pour assurer une nouvelle virginité à la République démocratique bourgeoise espagnole.

A vrai dire, il est regrettable pour eux que cette République soit bien connue des travailleurs, qui ont pu en apprécier la rigueur répressive à leur égard et la tendresse indulgente à l'égard du capitalisme et du militarisme. Ces conservateurs, bien près d'être rejetés par un mouvement qui les dépasse en valeur spirituelle, veulent encore tenter de réchauffer l'amante refroidie à jamais. Pour cacher leur «conservatisme» car leur attitude n'a pas d'autre nom, ils veulent que tout soit subordonné à la conduite de la guerre et condamnent l'œuvre constructive du prolétariat marchant vers le socialisme. Leur aveuglement, leur fait croire que les capitalistes du Levant ou de la Catalogne pourraient mener la guerre contre leurs frères capitalistes de l'Andalousie ou de l'Extremadure.

Les ouvriers, les travailleurs des champs savent, eux, pourquoi il faut gagner la guerre contre Franco. La révolution que provoque la «Militarade» du 19 Juillet leur a donné, aux uns la possession des usines, aux autres la terre. S'ils se battent, c'est pour assurer leur prise en charge des moyens de production, mais c'est aussi pour chasser tous les restes d'un régime abolie qu'il faut finir d'abattre. Car la Révolution n'est pas finie. Elle commence par la possession du pouvoir économique, elle doit se terminer par la prise du pouvoir politique.

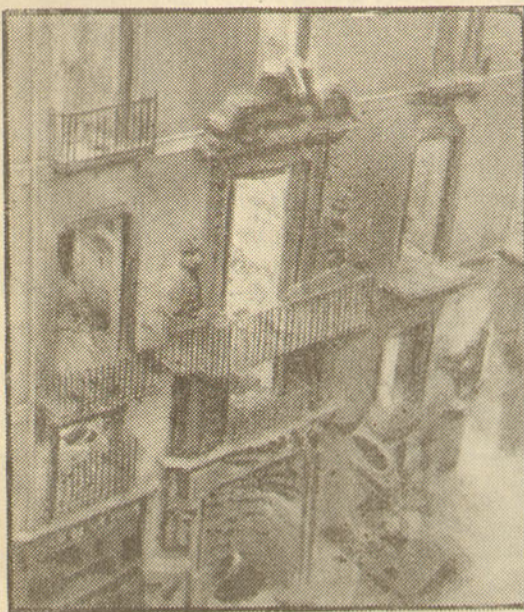
La crise du Gouvernement de la Généralité de Catalogne, les incidents de Madrid entre communistes et anarchistes, ne sont qu'un des épisodes de la Révolution. Même les menaces d'action physique contre les militants révolutionnaires ne dévient pas la Révolution de son cours.

Fraternellement unis, les ouvriers révolutionnaires du P. O. U. M., ceux de la C. N. T. et de la F. A. I., les paysans qui ont chassé les grands propriétaires foncier, gagneront la guerre contre le fascisme en même temps qu'ils poursuivront leur lutte pour la révolution prolétarienne pour l'écrasement total du fascisme et du capitalisme. Au pouvoir de la bourgeoisie, ils substitueront le pouvoir prolétarien sur des bases démocratiques.

**“Gouvernement
Ouvrier et Paysan
Démocratie ouvrière”**

MADRID

Madrid est entrée dans la neuvième semaine de sa défense héroïque. Avant la réalisation de la menace directe, la défense de la ville avait été confiée principalement aux milices composées de paysans réfugiés des provinces occidentales et méridionales de l'Espagne. C'est qu'une fois la révolte des officiers étouffée dans les casernes de Carabanchel et de la Montana—cette action spontanée et vigoureuse est la plus belle page de l'histoire du prolétariat madrilène moins riche en tradition révolutionnaires que les autres centres de l'Espagne, ayant d'ailleurs un prolétariat moins important en nombre et moins concentré—la classe ouvrière madrilène s'est contentée d'observer, en témoin attentif et nerveux, les événements militaires



et politiques. Mais une fois que l'ennemi a frappé aux portes de la ville, les ouvriers madrilènes se sont levés eux aussi, pour assurer la défense de leur famille, de leur liberté, de leur vie. Les uns ont courus aux bataillons de fortification les autres ont érigé des barricades, la majorité est allée dans les tranchées maniant le fusil souvent pour la première fois de leur vie. Les femmes, loin de retenir cet élan, ont organisé des cortèges au cri de: Tous les hommes au front. Personne n'a osé manquer à l'appel des syndicats qui décrétèrent la mobilisation générale. L'entrée malheureusement retardée, de la C. N. T. au gouvernement, a renforcé encore cette union prolétarienne.

Aux bataillons catalans «Joaquin Maurin», asturiens «Dinamiteros», des ressortissants d'autres provinces, se joignirent les colonnes internationales, de plus en plus nombreuses, composées d'éléments extrêmement courageux et qui donnaient l'exemple aux camarades espagnols par leur discipline et leur persévérance. Il n'est pas exagéré de dire que sans le concours des «internationaux» l'ennemi se trouverait aujourd'hui dans les rues de la cité. Mais immédiatement après se range dans «l'opinion publique» du front et de la ville, les deux bataillons Lénine du P. O. U. M. qui ont arraché à l'ennemi bien des positions, lui ont causé des pertes d'hommes et de matériel considérables. Par le seul moyen des grenades à main, les miliciens du P. O. U. M. ont conquis ou détruit sept tanks fascistes. Jusque dans la presse bourgeoise (Heraldo de Madrid), les bataillons du P. O. U. M. sont glorifiés pour leur vaillance exemplaire. A côté d'eux luttent les gardes d'assaut, fraternellement unis aux paysans et aux ouvriers. Les sacrifices humains du P. O. U. M. sont énormes: nos meilleurs militants ont été anéantis par les balles de l'ennemi.

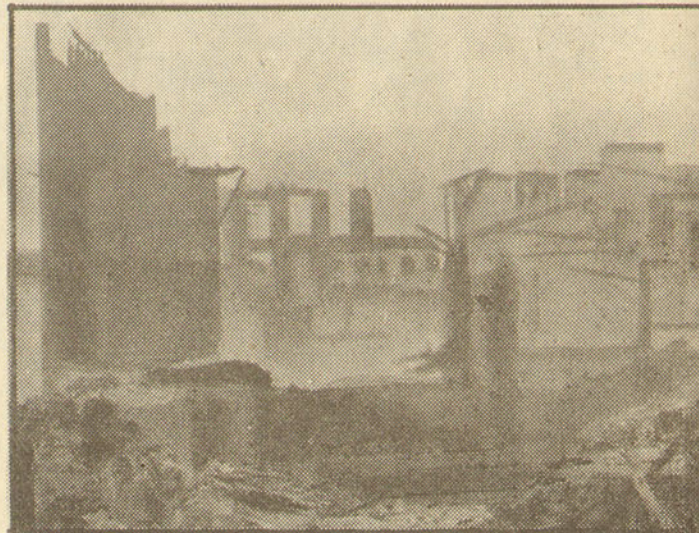
Mais parlons aussi des ravages que l'ennemi fait parmi la population civile. Des bombardements, interrompus pour quelques jours, reprennent actuellement plus vigoureusement que

jamais. A côté des bâtiments publics, des collections d'art, des points névralgiques de la ville, ce sont les quartiers ouvriers, ce sont les bâtiments publics qui sont l'objet des projectiles verticaux et paraboliques des propagateurs de la paix civile. Il faut avoir vu les cadavres des enfants déchirés, les caravanes de fugitifs—femmes, vieillards, enfants, emportant juste un matelas au poids trop lourd pour leur dos, les stations du métro transformées en fourmilières d'évacués, et pourtant toujours ouvertes au trafic, les queues interminables de ménagères, se formant à toute vitesse à la nouvelle de l'arrivée de vivres pour se dissoudre aussi vite lorsque trop souvent les provisions s'avèrent insuffisantes, il faut avoir vu devant la porte d'un hôpital, un noyau de femmes avec leurs enfants se disputer et en venir aux mains pour trois pains, il faut avoir entendu les propos des femmes qui ignorent le lieu ou les lieux d'évacuation de leurs enfants; il faut avoir vu les quartiers évacués qui respirent la mort, avoir vécu dans l'atmosphère chargée de cette ville, super-nerveuse et mourante à la fois, dont les habitants—tous les habitants masculins après que les comités de maison ont été reconnus obligatoires—font à tour de rôle le service de garde nocturne sur les toits, s'engouffrant presque chaque nuit maintenant, au signal donné, dans leurs caves pour se préserver des bombes qui, aujourd'hui explosives et incendiaires seront demain asphyxiantes comme elles le sont déjà dans divers secteurs du front de Madrid. L'obscurité complète de la ville dès le coucher du soleil, la hâte nerveuse des habitants pendant les quelques heures du jour, les regards anxieux levés vers le ciel avant de traverser la rue, la fuite instantanée dans les maisons lorsqu'un avion s'annonce.

Il faut avoir été à Madrid en ces mois de novembre, décembre 1936 pour avoir compris non pas la misère et le désespoir humains—ils sont partout où règne le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme—mais pour avoir pressenti une chose infiniment plus grave: la fin de la civilisation, pour avoir plus exactement perçé l'effroyable réalité, la palpable certitude de l'alternative du retour à la barbarie, à moins que le prolétariat ne se décide, dans un délai très rapproché, de donner enfin l'assaut final, désespéré, inconditionnelle, mais coordonné, dirigé, aux forteresses capitalistes, impérialistes. Le socialisme est inévitable—pour que la civilisation elle-même se maintienne.

Des bombes qui ébranlent les rues et les foyers de Madrid—hélas! il n'en reste presque plus d'intact—le feu de la bataille nocturne qui allume le ciel, le crépitement des mitrailleuses qui hache le sommeil des citoyens, qui n'ont pas encore été évacués, le danger constant de la mort, le froid glacial, la fatigue qui pèse sur les miliciens, les cris des enfants terrifiés dont les rangs s'éclaircissent vite, éveillent-ils la conscience—non pas humanitaire, mais révolutionnaire des larges couches du prolétariat mondial?

Alors le sacrifice de Madrid n'aura pas été vain.



(Suite de la page 5)

des impôts qu'ont à payer les anciens propriétaires, plus seulement pendant la vie de celui qui jusqu'à présent en était à l'article précédent.

Art. 4. — Pour calculer la rente dont il est question dans le propriétaire et reviendra ensuite définitivement à la ville.

La rente, dont il est question dans cet article, subsistera l'article précédent, on déduira de la dite rente le montant vingt-pour-cent comme frais de réparations et de conversation. Le salaire moyen d'un ouvrier, est évalué à 450 pesetas par mois.

Art. 5. — Les impôts, obligations, et hypothèques, qui pèsent actuellement sur les immeubles et terrains faisant l'objet de la municipalisation, se trouvent annulés.

Art. 6. — Les contributions, impôts de la Généralité et de l'Etat, qui pèsent actuellement sur les immeubles urbains, seront payés par la ville. Par contre, les propriétaires d'immeubles urbains, seront payés par la ville. Par contre, les propriétaires d'un meubles, auxquels a été cédé l'usufruit, continueront à payer les impôts de l'Etat, de la Généralité et ceux, permanents ou transitoires, que fixera la ville.

Art. 7. — Les locataires des immeubles de cette ville paieront chaque mois, pour loyer, la même somme qu'ils paient actuellement et selon les normes établies par le décret de la Généralité du 12 août 1936 et en outre 25 % du montant du loyer comme impôt municipal de guerre. La municipalité procédera ensuite à une révision générale des loyers afin de les adapter équitablement aux conditions des différents immeubles.

Art. 8. — Les locaux utilisés par les syndicats et les organisations politiques formant le front antifasciste paient, comme loyer, un somme équivalente à 30 % de la valeur de l'édifice, selon l'évaluation faite par les experts municipaux.

Différents articles régissent ensuite les questions relatives au paiement des loyers, à l'emploi des sommes provenant de l'expropriation des immeubles (dont 10 % seront réservés à l'entretien et le reste à la construction d'immeubles neufs, déduction faite des impôts qui jusqu'ici pesaient sur la propriété) et à la formation d'un service spécial chargé de l'administration des immeubles et des projets de construction.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard apporté dans la parution de LA REVOLUTION ESPAGNOLE. Ce retard indépendant de notre volonté est dû à des difficultés techniques provenant de la situation actuelle. Les numéros prochains de la REVOLUTION ESPAGNOLE paraîtront comme par le passé sur huit pages et tous les 15 jours.

Nous profitons de cet avis, pour rappeler à tous nos lecteurs qu'ils ont toutes possibilités de nous questionner par lettre sur les sujets qui les intéressent. Nous y répondrons suivant les cas par lettre où par la voie de la Révolution Espagnole.

LISEZ ET DIFFUSEZ LE BULLETIN FRANCAIS DU P.O.U.M.:

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

